

CDEN 29 septembre 2009

Motion proposée au vote par la FSU, le Sgen-CFDT, le SE-UNSA, la FCPE

Le service public d'Education nationale des Hautes-Pyrénées est encore une fois mis à mal à cette rentrée 2009. La suppression de 13 500 emplois au niveau national a eu pour conséquence sur notre département :

- la perte de 13 emplois d'enseignants dans le premier degré alors que la population scolaire augmente
- la perte de 10 emplois d'AED dans nos établissements scolaires
- la perte de 19 emplois d'enseignants dans le second degré pour une population scolaire stable
- une augmentation notable des emplois précaires

Pour les élèves et leur parents, ces pertes d'emplois créent une régression sans précédent de l'offre publique d'éducation (classes surchargées, non remplacement d'enseignants, mais aussi pertes d'options, suppression d'offre de formation dans l'enseignement professionnel, etc..) organisant de fait une école à 2 vitesses.

La suppression de 9 postes de RASED qui porte gravement atteinte à l'aide aux enfants en difficulté, en est aujourd'hui l'exemple le plus flagrant. Ces suppressions permettent à encore moins de familles modestes de bénéficier de l'assistance de professionnels éclairés. En collège la seule réponse aux difficultés des élèves est l'accompagnement éducatif souvent placé hors du temps scolaire et s'adressant uniquement à des élèves volontaires

Cette dégradation de notre Service public d'Education continue alors que notre département subit de plein fouet les conséquences de la crise économique : plans sociaux, chômage partiel, augmentation sans précédent du chômage sur un an avec un taux de chômage des jeunes le plus fort de la région.

Dans ces périodes de crise, le rôle de l'Etat serait de renforcer les Services publics, facteur de solidarité et de cohésion nationale.

Pour toutes ces raisons, nous condamnons la suppression annoncée de 16 000 emplois dans l'Education nationale pour la prochaine rentrée. Notre Service public d'Education ne doit plus perdre d'emplois.